



Mis en ligne le  
16 AOÛT 2022

Service Affaires juridiques  
Blandine Continant

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DES ARTICLES  
L 2122.22 ET L 2122.23 DU CODE GÉNÉRAL DES  
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

**Objet :**

**Désignation d'un avocat conseil, représentation de la commune -  
Recours contre une décision de refus de protection fonctionnelle**

Certifié exécutoire,  
compte tenu de la réception  
en Préfecture  
Le 16 AOÛT 2022  
de la publication  
Le 16 AOÛT 2022

Le Maire de Choisy-le-Roi,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2122.22 et L 2122.23,

Vu la délibération n° 20.094 en date du 16 juillet 2020 déléguant au Maire le pouvoir d'ester en justice,

Vu l'arrêté de délégation de signature du Maire Madame Amandine Francisot N° 22.1889 en date du 1<sup>er</sup> août 2022 déléguant de signature à,

Considérant la nécessité de solliciter un avocat concernant le dossier de contestation de la décision de refus de la protection fonctionnelle d'un agent,

Vu l'accord du Cabinet Seban & Associés pour accompagner la ville,

**D É C I D E**

**Article 1 :** Que le cabinet Seban & Associés, avocats associés domicilié, 282 Boulevard Saint Germain 75007 PARIS interviendra en tant qu'avocat conseil de la commune dans le dossier relatif au recours déposé contre la décision de refus de protection fonctionnelle déposée par un agent.

**Article 2 :** Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la commune.

**Article 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Trésorier Principal d'Orly sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, dont ampliation sera transmise à Madame la Préfète.

**Article 4 :** La présente décision sera communiquée au Conseil Municipal lors de la prochaine séance et mise en ligne sur le site internet de la commune [www.choisyleroi.fr](http://www.choisyleroi.fr).

**Article 5 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité, de sa notification et/ou de sa publication. La juridiction compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait en Mairie à Choisy-le-Roi, le 10 août 2022

Le Maire  
Pour le Maire de Choisy-le-Roi  
et par délégation,  
Amandine FRANCISOT  
Adjointe au Maire

